

**ET SI
LE PEUPLE DISAIT OUI**

PRECEPTE

C'est notre jugement bien étayé par nos recherches et observations, dégagé de tout a priori et partagé par la majorité d'entre nous qui peut nous conduire à dire ce qui est bon, sain et juste pour la société que nous voulons dans un espace-temps défini. Chacun doit apprendre à réfléchir par lui-même pour ne pas être l'objet de l'autre et, nul ne doit se sentir inférieur à l'autre quelle que soit sa qualité. Quel que puisse être notre niveau scolaire nous nous enrichissons de notre différence c'est cela qui peut nous permettre de comprendre la maxime: «On a toujours besoin d'un plus petit que soi» et nous permet de penser que l'humilité est la force de notre réussite.

JMT

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CRAPAG

Président:

TAUBIRA Jean-Marie, Directeur de société

Secrétaire Général:

CAZAUBON Jean, Enseignant

Trésorier Général:

HO BING HUANG Alex, Agent de Maîtrise EDF

Membres:

SAINT-ORICE J-Claude, Chef d'entreprise

TAUBIRA Leïla, Ingénieur

MARS Alain, Chef d'entreprise

POLYDORE Jude, Enseignant

BABOUL-TOME Yves, Cadre EDF

TAUBIRA Sarah, Economiste

LISERON Charles, Chef d'entreprise

JACQUEMIN Jean-Philippe, Ingénieur

THURIAF Jean-Pierre, Agent de Maîtrise EDF

Et si le peuple disait oui...

Introduction

Nous avons décidé de porter notre réflexion sur la société guyanaise. Elle aborde tant sa construction présente que celle de son avenir. Globalement, il apparaît deux logiques. Une, identitaire de groupe, avec sa réalité sociale et culturelle liée au territoire et à sa tri culture séculaire. Une autre, qui relève de la cupidité et repose sur l'exploitation des ressources naturelles et de la position géostratégique et géopolitique de la Guyane en niant le principe de la rente.

Ces deux logiques conduisent à une perception bicéphale de la société guyanaise. Quel observateur qui n'a peur d'assumer son existence ne peut déceler le conflit latent qui oppose ceux qui ont la légitimité du peuple à savoir les élus, de ceux qui ont reçu l'habilitation à la prise de décision économique, technique et sociale et que l'on nomme la légalité autrement dit les administratifs d'Etat

Dans les faits, le pouvoir politique apparaît bien distinct du pouvoir d'administration. La faiblesse du pouvoir politique est en partie liée à la mal représentation du peuple. La force du pouvoir d'administration se nourrit en partie de cette faiblesse. Le noyau central de cet antagonisme est, pour une bonne part, mis en évidence par le défaut de culture politique collective. Il reste qu'en tout état de cause, les récentes décisions relatives à l'attribution de permis de recherche et d'exploration aux multinationales Cambior I am Gold et Harman Ressources, prises en 2006 par l'Etat central de manière unilatérale, nonobstant la décentralisation, indiquent bien que ces deux logiques ne sont pas, pour le moins, en adéquation et elles fonctionnent différemment

La première logique résulte du constat de la dissolution organisée de la culture guyanaise et de la volonté non affirmée de sa recomposition identitaire. Selon cette logique, le système tente subrepticement de faire apparaître les guyanais comme étant unis par des liens essentiellement psychologiques. Il s'ensuit une contradiction entre l'appartenance à une société qui relève davantage de liens objectifs que souhaitent les guyanais et la communauté de convergence émotionnelle qu'on veut lui attribuer de manière sous-jacente. De ce fait, le sentiment de subir un régime discriminatoire prend corps même chez les plus modérés. Le refuge identitaire devient multiforme et tend jusqu'à la caricature par le fait qu'une partie des guyanais prône un réflexe identitaire qui est la négation de ce que recherche la majorité du peuple c'est-à-dire des compatriotes impliqués volontairement dans une Histoire commune. Il y a des faits incontestables qui alimentent ce sentiment d'emprisonnement. Ce sont pour l'essentiel des situations d'exception qui s'imposent aux guyanais, entre autres, l'absence de code forestier, les autorisations de circulation sur la partie dite territoire de l'Inini, les barrages de contrôle d'identité à l'intérieur du territoire, la Guyane considérée comme un territoire d'exportation lequel justifie l'absence de TVA (Taxe sur la Valeur Ajoutée) etc.

La deuxième logique s'assimile à celle du conquérant avec un contrôle indirect du territoire qui va générer une exception du droit de vivre, une dilution volontaire du lien entre peuple et territoire, un régime de soumission par un système de représentation visuelle dans toutes les fonctions sociales de la société.

Bien sûr, la première logique n'est pas homogène elle est fonction de plusieurs facteurs et particulièrement de l'intensité avec laquelle est perçue la survie réelle du peuple et le degré d'implication et d'honnêteté dans la lutte collective. Par ailleurs, le combat politique a été à ce jour plus favorable à l'émergence individuelle qu'à l'éruption d'équipes cohérentes et efficaces en état de propulser la société vers les sommets. Cette absence d'homogénéité nourrit l'adage «diviser pour mieux régner».

En parallèle, la Guyane est dotée de ressources naturelles certaines et d'un peuplement qui ne pose aucun problème de surpopulation. Son territoire pourrait contenir à l'instar du Portugal près de 10 millions d'habitants sans que l'on ait à craindre une crise malthusienne. C'est dire comment l'on pourrait développer la convivialité au sein de cet espace avec les 200habitants officiellement annoncés ou les 350que d'aucuns pensent plus proche de la réalité. Il se pose ici le problème d'un observatoire objectif pour lever l'opacité en matière de démographie.

Face à la complexité de cette situation, si on observe la République Française, force est de constater qu'il y a l'hexagone et les dépendances ou périphéries. On doit accepter qu'il s'agit d'espaces singuliers. La République distingue ces espaces par l'entremise de deux relations spécifiques à savoir: l'identité législative qui concerne les Départements d'Outremer, la spécialité législative qui met sous son empire les Territoires d'Outremer.

Si on admet que le niveau de développement n'est pas le même sur l'espace hexagonal que sur l'espace périphérique et que de surcroît les deux blocs relèvent de l'identité législative c'est à dire de l'article 73 de la constitution française, on doit conclure que cette République admet deux groupes d'individus. L'un privilégié qui se trouve dans l'hexagone et l'autre qui ne l'est pas et qui se trouve au sein de la périphérie. Il s'ensuit donc que la République conçoit implicitement le principe de la discrimination et de la domination. Par suite, il est légitime de s'interroger sur l'intérêt de cet article qui définit l'organisation institutionnelle.

D'autre part, qui peut nier que l'organisation des sociétés périphériques, non par rapport à la Constitution mais par le constat de ce qui s'y fait, ne subit pas des contraintes qui empêchent la libération instinctuelle, laquelle constitue l'élément indispensable à la compréhension et à la maîtrise de l'environnement spatio-temporel. Cette organisation s'oppose à la trilogie «Liberté, Egalité, Fraternité»

On est donc amené à établir qu'une des raisons du non développement de la Guyane est d'abord psychologique, car, le traumatisme de la domination induit une perte d'autonomie du réel système de pensée des guyanais. Par ailleurs, on est profondément convaincu que leur identité intellectuelle, spirituelle et culturelle libérée est très différente de celle de l'hexagone malgré l'influence particulière de l'environnement qui leur est

imposé. Ceci conduit à affirmer que s'instruire bêtement pousse à nier sa propre nature et à lui substituer une autre.

Entrons dans le vif du sujet:

D'une manière générale et jusqu'à ce jour, le temps vécu de la majorité des guyanais est un temps de mimétisme, un temps d'attitudes artificielles qui est lié à l'aliénation dont elle est victime. L'intérêt d'un tel constat est nécessaire pour comprendre que cette situation amène à être en marge de l'humanité qui s'inscrit dans un temps de création continue comme l'a fait remarquer Hegel. Bien sûr, les vrais intellectuels du pays ont pris conscience de ce temps de création continue. Ce dernier pour l'instant ne s'est manifesté qu'au niveau de la réflexion. Il faut aller plus loin. Cela signifie qu'il appartient aux guyanais de trouver le moteur qui conduit à l'action pour la transformation de la société.

Il est important d'admettre que durant la colonisation, au-delà de l'écrasement de la personnalité des guyanais, sur le plan économique les activités de production au vrai sens du terme ont été implicitement interdites avec la philosophie colbertiste selon laquelle: " Pas un clou ne doit sortir des colonies". Autrement dit, éventuellement oui à l'autosuffisance alimentaire non à l'exportation ce qui signifie bien une volonté de limiter la création de richesses sur le territoire et l'interdit formel d'industrialisation. D'autre part, sachant que Colbert était un mercantiliste hétérodoxe, il ne fait pas l'ombre d'un doute que ce blocage au niveau de l'exportation relève bien d'une culture de non développement.

La départementalisation survenue dans un contexte historique opportuniste en 1946, au sortir de la seconde guerre mondiale et qui aurait marqué la défaite de la France sans l'appui des alliés, n'a pas modifié cette loi morale du gouvernement des hommes. Il en est résulté pendant longtemps un parti pris des savoirs. Les savoirs littéraires distillés de manière restreinte ont continué à être plus favorisés au sein du système que ceux techniques et scientifiques lorsqu'ils n'ont pas été tout simplement bafoués au prétexte que l'on pouvait devenir fou à trop apprendre ou qu'à force de connaissance on devenait utopique. Les métiers techniques, particulièrement, jouissaient d'un discrédit colossal. Il apparaît indispensable aujourd'hui de donner libre accès aux professions et métiers plus productifs qui sans mettre en rebut les savoirs littéraires dans le sens large du terme n'en soient pas subordonnées.

Enfin, il paraît essentiel que les guyanais comprennent, que leur destin leur appartient, qu'il est vain de s'apitoyer sur leur sort. Ils doivent trouver dans cette situation toutes les raisons pour se hisser vers l'excellence. Leurs enfants doivent être plus brillants qu'eux et leurs petits-enfants plus éclairés que leurs parents.

Alors que faire pour bien faire et comment faire?

Nous avons décidé de ne pas nous enfermer dans la double logique communément admise qui est celle de la logique institutionnelle et celle du rattrapage. Elle perturbe nos compatriotes et elle ne répond pas immédiatement à leurs aspirations. Alors, nous

préférons une approche beaucoup plus inédite. Nous admettons la mutation de la société et plutôt que d'en chercher inlassablement les causes, nous proposons une méthode d'actions qui consiste à exprimer ce qui est souhaitable à partir des moyens dont dispose la société guyanaise à l'instant du constat puis, d'accroître dans le temps l'épargne publique pour garantir le développement par de nouveaux investissements indispensables aux différentes politiques publiques qui doivent favoriser l'émancipation, moteur de la cohésion sociale. Pour atteindre cet objectif, notre société a forcément besoin d'une idéologie forte qui puisse induire un travail cohérent et incessant qui est le gage de la réussite

Nous prévoyons une démarche en trois temps:

- La définition d'un concept politique
- Le court terme qui démontre notre réalisme
- Le moyen et long terme qui correspondent à nos rêves «réalistes» et à notre «utopie».

Tout le développement qui va suivre s'inscrit dans un concept politique que nous avons pris le soin de définir au préalable.

Nous souhaitons que cet opuscule nous responsabilise et nous invite à nous unir majoritairement pour que nous soyons acteurs de notre destin.

Merci à vous tous.

CONCEPT POLITIQUE

Nous partons du principe que la politique est d'abord l'orientation que l'on veut donner à la société. Donc, elle n'est que ce que l'on veut qu'elle soit. Par conscience ou inconscience, par laxisme ou de manière délibérée, la société est toujours le fruit de l'activité humaine. La gouvernance est bonne lorsque la majorité du peuple s'épanouit. Elle est mauvaise lorsque la majorité du peuple s'interroge sur le bien fondé de la société lorsqu'elle produit son lot de contraintes à l'épanouissement.

Cette première idée de la politique sous-entend que nous avons une certaine conception de l'être humain. Par implication une certaine idée du guyanais. Si tel n'était pas le cas nous ne pourrions comprendre la logique interne de la politique que nous vivons et qui nous conduit à proposer une alternative politique. Nous avons donc une haute opinion de l'Homme guyanais.

Nous annonçons d'emblée que l'objectif que nous nous assignons est le bien-être du peuple. C'est-à-dire une qualité de vie décente où chacun doit être en mesure de se loger, de se nourrir, de se vêtir par l'entremise de son activité. Si individuellement il ne peut assumer ces besoins premiers la société doit se substituer à lui. C'est le principe de la solidarité. Ce bien commun se construit également sur le niveau de sécurité que chaque citoyen est en droit d'attendre de la société et sur la jouissance en toute sérénité des services que la société doit mettre à sa disposition pour son émancipation.

Cette idée de bien-être est évidemment le résultat de l'effort que collectivement nous sommes prêts à consentir. Nous posons comme préalable que tout ce qui s'obtient nécessite un effort constant, tant intellectuel que manuel. Par suite, le bien-être collectif est le résultat de l'intégrité, de la rigueur intelligente, de l'excellence du savoir, de la connaissance, enfin, de la justice distributive.

Cette approche n'étant pas suffisamment répandue dans la société, la première tâche consiste à la divulguer afin que le peuple se l'approprie. C'est notre première force, elle est mentale, elle est donc notre premier outil. Celui-ci n'a pas de sens et ne peut être efficace s'il n'est pas précédé de certaines vertus. Alors, l'un des pôles prioritaires de notre politique est l'adoption de valeurs que nous ne subordonnerons à aucun compromis, fusse t-il comme il est si bêtement évoqué, pragmatique. Ces valeurs sont l'égalité des chances pour tous. Le respect des uns et des autres, la liberté absolue de conscience, la liberté d'expression, le travail décent comme moyen de subsistance et d'épanouissement, le respect de la dignité, la déférence à l'égard du courage. Toute l'activité économique et sociale est subordonnée à ces valeurs.

Compte tenu du degré d'évolution de notre société et de son potentiel, sachant qu'au-delà des besoins psychiques la politique doit gérer les besoins rationnels des citoyens, nous prioriserons la satisfaction de ceux-ci en fonction des moyens dont dispose la société. Le tout étant de dialectiser la préoccupation des deux pôles.

Cette démarche nous impose de regarder différemment notre société et surtout de la voir dans sa totalité et dans l'intégralité de son territoire. La conséquence de cette approche est que le mode de gestion de la société peut varier dans le temps en fonction de la couverture des besoins mais, il doit rester toujours subordonné à la loi morale constituée par les valeurs intangibles ci-dessus énoncées.

Nous sommes également conscients que les guyanais ont perdu espoir et par voie de conséquence, ils ont abandonné une des vertus essentielles de la réussite qui est le courage. Il convient donc de faire renaître cet espoir qui est le seul élément qui puisse permettre de surmonter les difficultés de la société. Pour ce faire, il n'est plus nécessaire de critiquer et de dénoncer la gestion chaotique de la société mais, de proposer de changer rapidement les conditions d'existence par des propositions de politiques alternatives concrètes.

Nos principes idéologiques ne sont pas des dogmes mais constituent le cœur de la construction sociale. Ils sont humanistes et progressistes.

LES CARACTERISTIQUES DE NOTRE SOCIETE AUJOURD'HUI

Le non développement de notre société coïncide avec son histoire coloniale puis, sa mauvaise gouvernance depuis l'assimilation par la départementalisation de 1946 jusqu'à la décentralisation avec les lois de 1982, 1984, 1986 et 2005. Partant de ce constat, nous pouvons ainsi caractériser notre société. **La société guyanaise est une pseudo démocratie pour plusieurs raisons:**

- La Guyane en tant que système ne permet pas de sanctionner les erreurs, les fautes, les incompétences administratives et politiques des dirigeants en place, qu'ils appartiennent à l'administration d'Etat ou à la classe politique.
- L'épanouissement, l'émancipation et le développement humain ne peuvent s'accommoder de l'assistanat. Ils relèvent de la conjonction du développement industriel, culturel, social et de sa rentabilité financière. Or, cette conjonction d'éléments est absente de notre organisation.
- Si la France hexagonale doit être considérée comme une démocratie sa relation avec la Guyane, territoire situé en Amérique du Sud, relève davantage d'un régime autoritaire. L'organisation administrative du territoire le prouve. Ce déficit démocratique s'observe à travers les différentes exceptions et les aberrations qui pénalisent le développement à savoir:
 - L'absurdité du découpage en deux arrondissements puisque volontairement près de 80% de la population se trouve sur le littoral
 - L'absence de code forestier qui génère des discriminations entre les usagers de la forêt à cause de l'arbitraire. Elle perpétue le fait du

prince, Elle peut générer des réseaux de corruption qui favorisent des passe-droits et par voie de conséquence augmentent le coût des investissements relatifs aux activités en forêt.

- L'Etat qui détient 90% des terres dans son domaine privé malgré l'opérateur foncier EPAG. Cette appropriation raréfie les terres disponibles et contribue à leur renchérissement. Elle pénalise de surcroît l'aménagement du territoire

- L'isolement des communes de l'intérieur alors qu'il y a plus d'un siècle il existait des pénétrantes (cas de Saül, Saint-Elie par exemple).

- L'émigration, au départ temporaire, de notre jeunesse, pour accroître son savoir, se termine souvent par une émigration quasiment définitive. Cette situation a pour conséquence d'empêcher la formation sur place d'une résistance intellectuelle. Elle correspond à un génocide de l'élite intellectuelle.

- Le déficit commercial de la Guyane est permanent. Il ne peut être accidentel et doit être considéré comme structurel. Il s'agit donc d'un système d'échanges déficitaire qui exprime une volonté politique. Celle d'être dépendant de l'extérieur car il s'agit d'une dégradation permanente des termes de l'échange
- L'inclination à vouloir faire de notre espace une zone multiculturelle, pluriethnique, en y introduisant des cultures qui sont nationales (Brésil, Haïti, Chine, Liban, Laos, etc.). Cela correspond à une politique volontaire d'acculturation, d'étouffement des cultures locales.
- L'importance de l'insécurité qui n'est que la conséquence des dysfonctionnements de la société. Elle pose la problématique de la sécurité du territoire, du niveau de liberté dont peut aspirer les populations par rapport aux mesures coercitives prônées et du fait que les dispositions qui ne s'attaquent qu'aux conséquences ont souvent peu d'effet.

Nous considérons donc que les exécutifs politiques malgré leur légitimité n'ont pas la maîtrise de la société et par la même n'ont pas la maîtrise de l'économie. Or, l'économie est de nos jours l'élément déterminant de la vie en société. Elle contribue à garantir la démocratie. A notre sens, le pouvoir politique en Guyane tel qu'il est constitué n'incarne rien. Il est sans réponse quant aux problèmes essentiels. Le constat que nous faisons ici a pour objectif de trouver les raisons de cette défaillance. A partir du moment où nous avons décidé d'occulter l'aspect institutionnel, même implicitement, nous optons pour une approche fonctionnelle de la société. Si nous admettons que le fonctionnement de la société n'est pas cohérent, il nous revient la responsabilité d'en trouver la source puis, de générer dans la société les conditions d'une véritable appropriation de notre espace-temps.

Nous convenons qu'au tout premier niveau, l'incohérence de la société guyanaise résulte de la désarticulation de sa structure. Pour nous, il y a trois pivots qui s'affrontent dont, deux pour des raisons tactiques et stratégiques sont parfois de connivence. Il s'agit:

- Du pivot qu'est l'Administration d'Etat qui exerce une domination sur l'ensemble de la société,
- Du pivot que représentent les Collectivités territoriales qui est archi dominé par le premier
- Du pivot qui est constitué du secteur privé qui n'arrive pas à trouver son autonomie en raison de sa grande disparité et de sa dépendance aux marchés publics qui le conduit à être un élément supplétif du premier pivot.

Il va de soi que le rapport de force entre ces trois pivots n'est pas équilibré. Le niveau de domination du premier pivot fait que l'économie de marché est un leurre. Si tel n'était pas le cas elle serait dominée par le troisième pivot. La création de richesse qui incombe en grande partie à celui-ci n'a plus aucune signification ni aucune résonance. Logiquement, il devrait y avoir une fronde contre ce pôle surpuissant. Au contraire, on constate une allégeance des deux autres pivots à cette domination. Du coup, nul ne peut ignorer l'influence qu'exerce le pivot de l'Administration d'Etat sur l'ensemble de la société. Pourtant, le pivot Collectivités Territoriales est celui qui a toute sa légitimité.

Considérant que l'espace guyanais est sous-développé malgré les trois siècles de présence française et qu'à contrario, la France hexagonale, particulièrement, sur le plan scientifique et technologique appartient aux pays dits avancés; prenant en considération le lien qu'est l'identité législative, cette observation n'est plus une simple appréciation microscopique dans l'ensemble du territoire républicain. Elle est essentielle et sa force réside dans le peuple. Ce fait qui devient historique est à rapprocher des données statistiques nationales qui n'incluent pas celles de la Guyane (taux de croissance, taux de chômage, démographie etc.).

La faiblesse du pivot privé est liée à la mauvaise représentation des différents corps de métiers et à l'absence de confédérations réellement représentatives des fédérations d'associations. Tous les débats qui ont lieu dans la société et qui concernent le développement montrent bien qu'il n'y a pas d'objectif précis. Ainsi, le constat d'une plus grande paupérisation de la société conjuguée au déclin du patronat local est la preuve de l'absence de cohérence des objectifs de développement et aussi la preuve que le secteur privé n'est pas le moteur de la croissance. Ce constat explique le comportement racoleur du patronat local aux projets miraculeusement grandioses qui viennent de l'extérieur et qui devraient soi-disant garantir le développement du territoire. A l'instar des élus politiques, les représentants du patronat n'incarnent rien du tout, ils ne semblent pas avoir conscience que le développement du secteur privé est d'une importance prioritaire. C'est peut être la raison pour laquelle l'adhésion des entreprises à ces corps constitués est problématique.

Alors, pour que le deuxième pivot devienne suffisamment fort pour inverser la tendance actuelle de la société, il est nécessaire que la majorité politique qui est appelée à le diriger soit issue d'un courant de pensée clair. Plus sa base sera large et plus l'appropriation sociétale sera efficace. Dans une telle perspective, le rôle des partis politiques est fondamental. Ce creuset ne peut être que l'espace où les membres, forts de leur confiance réciproque, organisent la conquête du pouvoir au profit du peuple et non à son détriment. De là, les membres du parti ont une obligation morale qui les lie entre eux pour la réalisation de cet objectif. Le non respect de cet engagement doit être considéré comme une trahison. Elle est d'autant plus grave que l'intérêt que l'on porte à la société et à ses fins est grand, que l'espoir qui est créé dans la société est fort. Par suite, l'adhésion du peuple à un projet d'appropriation de l'espace public devient donc indispensable.

Dans la configuration actuelle, les niveaux les plus pertinents pour la transformation de la société sont respectivement l'échelon régional et l'échelon départemental. Les municipalités par leur caractère de proximité doivent permettre de gagner du temps en fédérant les esprits vers la prise de conscience collective. Il est à notre sens important qu'il y ait une cohérence dans la démarche électorale des citoyens pour rendre harmonieuse l'organisation institutionnelle.

Si nous sommes d'accord sur cette perception panoramique de la société guyanaise alors, nous devons pouvoir constituer un corps social très représentatif, doté de suffisamment de membres pour que notre engagement génère des actions sociales coordonnées et planifiées dans tous les secteurs d'activité au bénéfice d'une réelle transformation de la société.

LES OBJECTIFS A ATTEINDRE

Le principe

Le concept politique que nous avons développé n'a pas la prétention d'englober tout le champ de la transformation sociétale. Néanmoins, il est suffisamment conséquent pour apporter les changements qui sont essentiels pour une autre qualité de vie. Il est par ailleurs, de nature à intéresser au-delà des militants de partis et adhérents. Il induit une exigence de dignité humaine. Serait-il moralement bon qu'en tant que citoyen, nous ayons une influence consciente ou non par nos actions dans la société sans s'intéresser à la politique? Nous comprenons donc que des citoyens désintéressés de la politique soient dangereux pour la communauté humaine à laquelle nous appartenons. Ils peuvent sans s'en rendre compte nourrir un système qui oppresse la majorité d'entre nous. Il s'ensuit les objectifs suivants:

ETAT DEMOCRATIQUE & REPUBLICAIN

Sur le plan de la Démocratie et de la République, il est temps de remettre en cause nos relations avec l'Etat. Il n'est plus possible de considérer le pouvoir régalien de l'Etat comme une donnée intangible, efficace, absolue, inamovible et infaillible. En effet, un

des maux dont souffre la société guyanaise est une série d'exceptions qui est issue de ce pouvoir et qui favorise l'arbitraire. Trop d'exceptions ridiculisent la démocratie et tuent la République qui devient forcément bananière. Ces dérogations ont conduit l'Etat central à considérer que l'administration de ce territoire pouvait être assurée par n'importe quel fonctionnaire. Il s'ensuit que les promotions se font au moment de l'attribution des fonctions, que les mutés disciplinaires deviennent la référence du système. La relation qui est ainsi créée est vouée à l'échec (promotion arbitraire équivaut à inadéquation dans la fonction et équivaut également à de mauvais résultats). Quelle Démocratie, quelle République peut admettre une telle humiliation, un tel dénigrement et donc une telle injustice?

L'Etat détient-il une telle superficie de terres dans son domaine privé, dans les autres départements de France et de Navarre? Il s'agit d'une captation du territoire qui a pour conséquence de neutraliser le développement. Or, le territoire est l'ultime nécessité pour construire une identité, une culture. Comment concevoir cette construction alors que le territoire est confisqué. Les communes sont réduites à l'inventaire de leurs actifs immobilisés et les maires sont les premiers magistrats d'un espace territorial totalement dépossédé. En dépit de cette étrangeté monstrueuse indigne d'une civilisation humaine, vient s'ajouter une absence de politique d'immigration sur un territoire ouvert et bafoué. Cette défaillance favorise le regroupement communautaire, la fragmentation de la société et la juxtaposition de groupes humains. Il n'est pas absurde de penser que l'avenir s'assombrit pour la société guyanaise.

Il y a donc, en ce qui nous concerne, un décalage entre la Constitution actuelle et son application par rapport à son article 73. Cette remise en cause relève d'un questionnement existentialiste. Elle est plus que nécessaire car la brutalité de cette organisation trouve son origine dans des comportements réactionnaires. Il en découle une capitulation devant nos propres valeurs et entraîne une quête aux boucs émissaires.

LA SOLIDARITE

La question sociale est la pertinence du principe de solidarité. Notre vision doit être claire et sans tabou. La solidarité n'est pas le pendant de la tricherie. Elle n'est pas synonyme d'assistanat. Elle est une vertu. En tant que telle, elle doit être protégée. Le système qui gouverne la société guyanaise est essentiellement basé sur les transferts sociaux. Il s'ensuit un modèle purement d'assistance. Par voie de conséquence, il y a un macro système de solidarité avec les emplois publics, les commandes publiques qui notamment génèrent l'assistanat économique. Puis, cette norme crée un micro système de solidarité basée sur l'assistanat social. En clair, l'assistanat économique finance l'assistanat social.

Il nous faut créer la solidarité à partir d'un vrai système de production qui crée de la richesse. Il nous faut mettre en place les conditions d'un changement d'état d'esprit. Par le regain de l'espoir, les compatriotes et ceux qui vivent sur le territoire auront à préférer l'activité à l'assistance. C'est une question de dignité qui est une des valeurs

essentielles de nos principes idéologiques. L'organisation de la société ne peut faire l'impasse sur les moyens de contrôle pour garantir l'honnêteté de tous face à l'effort collectif de solidarité. La contribution de chacun doit être équitable et, l'utilisation de cette contribution collective doit se faire avec respect.

L'ECONOMIE

En matière économique, nous considérons dans un premier temps que les collectivités locales par leur capacité à collecter les fonds et de par leur légitimité, doivent apporter leurs contributions économiques, sans excès bureaucratique, par l'entremise de sociétés d'économie mixte, particulièrement dans le domaine de l'exploitation des ressources naturelles.

L'histoire des sociétés humaines nous conduit à constater que tous les pays développés se sont appuyés sur l'utilisation des ressources naturelles pour atteindre leur niveau de développement. Pour cela, ils ont utilisés tous les moyens qu'ils ont jugés opportuns. Parmi eux, la négation de l'être humain (Colonisation, Esclavage, Génocide etc.). Les pays développés représentent 20% de la population mondiale alors qu'ils utilisent 80% des ressources naturelles donc, 20% des ressources naturelles sont disponibles pour 80% de la population mondiale.

Disposer de ressources naturelles constitue donc une chance de développement. En conséquence, il ne faut pas les dilapider ni les laisser dilapider lorsque l'on sait que ces ressources naturelles ne sont pas équitablement réparties sur l'ensemble du globe. De fait, il est indispensable que la société guyanaise ait le contrôle de son sol et de son sous-sol. Il est inconcevable qu'elle ait la responsabilité du développement économique et de l'aménagement du territoire sans s'être approprié l'intégralité du territoire. Si la DATAR (Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale), créée par le décret du 14 février 1963, en tant que structure indépendante de l'Etat avait en charge l'aménagement de ce territoire, elle aurait longtemps crié au scandale faute de pouvoir coordonner et synthétiser les réponses au développement.

D'autre part, les collectivités locales, dans cette première phase, en fonction de leurs missions doivent proposer des orientations dans certains secteurs en vu d'avoir une véritable maîtrise d'une partie de l'appareil productif. L'aménagement du territoire dans le domaine économique n'en sera que plus facile. Nous pensons à une vraie politique agricole concernant tout le secteur, pour ne pas être dépendant de l'extérieur. Des mécanismes de financement doivent être orientés vers ce secteur qui ne bénéficie pas des concours financiers orthodoxes. A l'instar de cette politique agricole, il y a une grande politique du logement à mener pour répondre aux besoins de la population et pour combattre la violation de la propriété privée, le développement des bidonvilles et la squattérisation des habitations non occupées.

Les Collectivités locales contrairement à leur potentiel constitutionnel ne se sont jamais réellement appropriées leur part du secteur public. Par voie de conséquence, elles n'ont aucune influence sur le fonctionnement de l'économie et sur la régulation sociale. Il faut

en finir avec cette méthode qui est un camouflet à la réelle démocratie. Un des moyens de mettre l'économie au service du peuple est justement d'en avoir la maîtrise. Autrement, les grandes structures entrepreneuriales imposeront implicitement leur diktat à la société tout entière. Changer les règles du jeu pour notre société de manière permanente consiste à redonner du sens à l'action politique. L'implantation des grosses entreprises et des multinationales, au prétexte d'emplois créés est un leurre par rapport à l'influence monopolistique qu'elles vont déployer dans l'orientation économique du système et des conséquences sur l'environnement. Développer l'emploi de manière durable par un vrai traitement économique consiste à enlever aux multinationales cet argument de pression. L'économie doit se bâtir sur la dynamique des petites et moyennes entreprises dans tous les secteurs d'activité.

FORMATION DES JEUNES ET LUTTE CONTRE L'EMIGRATION

La transformation sociétale passe par la prise de conscience à tous les niveaux de la société. Ainsi, dans le domaine du savoir technique, scientifique, économique et social, de nouvelles dispositions doivent être prises pour contrecarrer l'exil de nos jeunes, cette émigration a des conséquences dévastatrices beaucoup plus significative sur la structuration de notre société que l'immigration que l'on présente comme un fléau responsable de toutes les défaillances sociologiques.

Il appartient aux collectivités locales sous leur forme actuelle ou si le peuple le veut, sous une nouvelle forme à venir, de réserver un accueil valorisant à cette jeunesse porteuse de savoirs et d'expériences dans leurs différents domaines de compétence. La dynamique du marché privé, par une vraie politique de développement, doit être en mesure d'absorber également cette main-d'œuvre qualifiée. La sédentarisation de cette jeunesse à la pensée rationnelle repose sur la capacité de la société à lui permettre d'exercer son métier et que sa rémunération lui permette de satisfaire de manière décente ses premiers besoins que sont l'habitat, la nourriture, l'habillement ainsi que le moyen personnel de locomotion, c'est la moindre réponse à la satisfaction des besoins.

Dans le cadre de la formation des jeunes, au-delà des savoirs, il nous faut être attentif à leur éducation politique, car plus que tout il leur faut être en mesure d'accomplir leur mission dans la société de manière consciente et structurée, autrement dit, les amener à s'émanciper du cadre pédagogique traditionnel duquel ils sortent pour en faire de vrais penseurs pour la société. La libération instinctuelle indispensable à la création de richesse nous invite à fixer comme préalable une réappropriation de l'Histoire de notre pays, de sa géographie, des relations qu'il a entretenues avec les pays voisins du continent. Car, il n'y a pas de culture politique sans culture géographique et historique.

LA SANTE

Une société qui veut être forte ne peut pas dépendre uniquement de l'espace privé de santé. Il lui faut absolument une vraie politique de santé publique. Nous considérons qu'il n'est plus possible de continuer à travailler dans l'opacité au sein de laquelle certaines collectivités se sont réfugiées. Il faut changer les règles du jeu et affronter les

difficultés majeures de la société. Nous devons redonner la place centrale que mérite la politique de santé publique en sachant qu'il s'agit d'avoir une politique globale. Cette place centrale ne peut être caractérisée que par le repositionnement de la collectivité territoriale sur le préventif. Autrement dit, il faut se donner les moyens de redonner vie et du crédit aux centres de santé de proximité, à la médecine scolaire, à une plus grande dynamique de la médecine du travail. Il faut faire du laboratoire départemental un acteur de tout premier plan dans le domaine de la santé publique. Nul ne peut penser qu'en Guyane, il n'y a rien à faire dans les domaines de l'eau, de l'environnement et de la sécurité alimentaire. Nous proposons donc une politique de santé publique volontariste qui tourne le dos définitivement au renoncement. Il faut une authentique politique de modernisation de santé publique. Avec les spécialistes de santé il faut évaluer la situation sanitaire du pays et élaborer un plan ambitieux de santé publique qui touche tant à la recherche qu'aux soins.

RELATIONS EXTERIEURES

Comment concevoir la politique sans se soucier des relations extérieures, sans développer une culture historique de l'humanité, une culture géographique. Notre premier souci est de mieux connaître les pays qui nous entourent à savoir le Brésil, le Surinam, le Guyana. C'est-à-dire connaître leur histoire, leurs forces et leurs faiblesses. Savoir également ce qu'ils pensent de nous, comment ils perçoivent notre appartenance à l'Europe en tant que pays d'Amérique du Sud, malgré notre faible niveau de développement structurel. Comment analysent-ils notre comportement? De l'arrogance sur fonds d'ignorance ou un peuple en mouvement, bâillonné en quête de sa réelle liberté?

Les diverses crises qui ont ébranlé le pays depuis la décentralisation montrent qu'il n'y a pas eu de programme de développement cohérent qui tienne compte de notre environnement. De fait, nous connaissons un retard important par rapport à notre potentiel. Nous pouvons apercevoir que la manière avec laquelle le système a été utilisé précarise davantage la vie des concitoyens. La situation empire depuis 2005, car au prétexte de gestion sécuritaire de l'espace urbain et rural, la paupérisation de la société s'accélère. Pourtant, le Brésil en qualité de pays émergent, et considéré comme faisant partie des NPI (Nouveaux Pays Industrialisés) aurait pu nous hisser vers le haut dans sa dynamique. Hélas, nous n'en tirons aucun intérêt. Le Surinam avec sa politique nationale basée sur la recherche d'investissement et sur l'accroissement de sa production nationale, ne nous interpelle pas. Le Guyana qui par sa nouvelle politique de cohésion sociale axée sur les conditions d'existence de sa population aurait dû nous aider à tirer les leçons de l'Histoire mais en vain.

Cela signifie que nous sommes défaillants en matière de politique étrangère parce que nous avons intégré dans nos circuits mentaux le fait que la diplomatie est assurée par les organes centraux et que nous n'avons pas le droit de nous instruire des relations internationales. Pour nos responsables politiques les relations diplomatiques sont du domaine régalien de l'Etat. Or, ce qui fait la force d'un peuple est son autonomie de penser résultant de ses connaissances, de ses compétences. Cette culture lorsqu'elle est collective, elle s'impose naturellement au pouvoir central.

Les relations diplomatiques subsistent depuis que l'humanité existe. Le premier traité d'Hébran date de 2000 avant J.C. Quelle tare aurions-nous depuis au moins 4007 ans pour que nous nous interdisions la réflexion profonde et intéressée sur les relations diplomatiques. Sans remettre en cause le principe constitutionnel en la matière pour ne pas être marginalisé il nous faut relever le défi en imposant une culture populaire de ce type de relations pour influencer notre développement.

Pour cela, la lutte doit être globale. Nonobstant les élections, il appartient à chacun de nous de prendre en charge son destin. Nous venons de comprendre que le système a montré que son efficacité dépend des individus qui le dirigent. Plus nous serons cohérents, plus nous serons efficaces et plus le système sera performant. Un homme qui cultive la paresse ne devient pas travailleur parce qu'il est promu élu ou fonctionnaire. Celui qui cultive la caponnerie ne devient pas courageux parce qu'on le hisse malicieusement vers le sommet du système, il a plutôt la chance d'en devenir un larbin.

Donc, nous devons avoir une vision tactique bien articulée de l'action diplomatique. Ainsi, les relations extérieures que nous désignons petitement par la coopération régionale deviendraient un élément important de notre politique de développement.

Nous savons, par ailleurs, que le circuit bancaire local de par sa frilosité ne concourt pas suffisamment au financement des investissements indispensables au développement. Un des objectifs de la politique extérieure sera de favoriser les investissements en rapport avec la taille des petites et moyennes entreprises pour éviter de traumatiser notre tissu économique et de faire en sorte que les bénéfices tirés de ces investissements profitent au pays. Plus que les investissements, la politique extérieure doit faire une large place à l'innovation. Celle-ci doit toucher davantage les procédés que les produits puisque le secteur productif est quasiment nul. C'est une façon de bénéficier des acquis de la communauté extérieure et qui permet de combler notre retard structurel. En choisissant d'intervenir sur les procédés, nous faisons le choix d'une radicalisation en terme de développement. En conséquence, des mécanismes visant à sensibiliser les partenaires extérieurs doivent être proposés au niveau des instances internationales, force oblige, par l'entremise de la diplomatie française.

LA COMMUNICATION

Pour bien communiquer, il faut avoir son libre arbitre. Dans notre type de société nous devons convenir que les collectivités locales, dans leur cohérence retrouvée, devraient disposer d'un moyen de communication propre qui fasse concurrence à la chaîne publique. En fait, c'est la société qui devrait s'offrir un support de communication pour favoriser la désaliénation et surtout, de donner des perspectives de liberté de conscience absolue à l'ensemble de la population. La ligne éditoriale de ce support devra être claire, les objectifs clairement définis Si nous partons du principe que la priorité est une cohérence politique de la société, que cette cohérence se fait au profit d'une démarche progressiste, nous devons admettre que c'est la majorité de la société qui est progressiste. Il s'ensuit donc que le contrôle des principales collectivités est issu

de cette majorité de citoyens. Par voie de conséquence, le support de communication n'est pas la propriété d'une des collectivités locales mais, de l'ensemble des collectivités qui relèvent de cette majorité. Par suite, la nature de ce support doit être une SEM (Société d'économie mixte).

LA TRANSFORMATION SOCIETALE

Comme toutes les grandes conquêtes sociales, il nous faudra convaincre pour une grande mobilisation populaire. Au moment où nous exposons notre point de vue, la tâche ne paraît pas trop ardue tant la crise est profonde. La pauvreté qui est apparue dans notre société et qui persiste, les milliers de chômeurs dont certains ont du mal à la reconversion, l'insécurité qui favorise les maladies psychosomatiques etc. etc., sont les ingrédients de ce désir mobilisateur.

La première conquête est celle du constat lucide. La seconde est celle plus fondamentale qui est la conquête de l'espoir. La politique reste pour nous quelque chose de très sérieux. Elle englobe notre responsabilité sur les générations en vie mais, plus que tout, envers les générations à venir. Ce ne sont pas là que des mots. Il s'agit d'une réalité existentielle. Dire que la politique englobe notre responsabilité, c'est en introduire les différentes hypothèses stratégiques indispensables à la transformation de la société, c'est penser à un nouveau système par l'image qui puisse interpeller et mobiliser la conscience de chacun, c'est également prévoir les formes d'interventions nouvelles débarrassées de tout égocentrisme pour l'appropriation de notre liberté dans tous les aspects de la société. Nul ne peut croire que cela est impossible car, il s'agit d'un problème humain. Puisque nous sommes des humains complètement achevés, tout dépend de nous. Il nous appartient d'être volontaire pour nous mettre en ordre de marche. Nous devons croire intensément qu'une autre vie meilleure est possible. Elle l'est que si nous restons debout malgré les déceptions, que si nous acceptons de ne pas reculer devant l'énormité de la tâche, que si nous refusons de nous isoler par lâcheté, que si nous nions que c'est la tâche des autres, enfin, que si nous admettons au plus profond de nous que l'horizon est notre affaire à tous et que nous avons défini notre orientation.

Nous devons admettre que le dynamisme d'une société est d'abord l'affaire de symboles forts qui parlent à la conscience des citoyens. Les mauvais symboles aliènent le peuple, atrophiaient son cerveau, neutralisent sa volonté de mouvement, le met en suspension dans la nature. Les bons symboles libèrent les énergies, réveillent la conscience, stimulent la lucidité. Au contact de chaque symbole de la société doit apparaître une métaphore positive qui aiguise l'esprit de créativité, excite le niveau d'autonomie et celui de la dignité, dope le désir de vivre, d'exister. Donc, la règle est de mettre fin immédiatement à tous les symboles de la société guyanaise qui sont contraire à la quête de bien-être matériel, spirituel et intellectuel. Par voie de conséquence, il faut, dans les règles de l'art et pour démontrer qu'il ne s'agit pas d'une réaction émotionnelle, en finir avec les appellations telles que canal Laussat, Boulevard Jubelin, habitation Vidal etc.

LES ACTIONS

Le court terme

Le court terme correspond pour nous à une mandature. Bien sûr il s'agit essentiellement de mandatures cantonales, municipales et régionales. Dès la conquête de ces structures institutionnelles, grâce à la légitimité qu'elles procurent, il est nécessaire de mener de front deux combats distincts. Un combat politique avec les collectivités territoriales en tant qu'outil pour développer une forte culture politique collective. Un autre combat qui consiste à diminuer les contraintes de la société qui favorisent l'individualisme et empêchent de fédérer les forces vives du pays. Au centre de cette lutte à court terme se trouve les élus du peuple. Ils doivent faire montre de responsabilité, de courage et de dignité. Ils doivent être des référents pour la population. Lever donc ces contraintes c'est tout d'abord répondre aux aspirations essentielles de nos concitoyens à savoir:

- Le logement
- L'emploi
- La santé
- La sécurité
- La qualité du service public
- Le support de communication

Pour bien maîtriser ces six préoccupations, il faut immédiatement se donner les moyens. Par exemple, créer un office qui puisse faire un état des lieux et enregistrer autant les demandes de logement que leur typologie. Il devra identifier les métiers dont la société a besoin dans l'immédiat pour mieux orienter les demandes d'emplois et les formations courtes. Simultanément il faut contacter et regrouper des professionnels de santé qui ont une perception progressiste de la société. Ces professionnels doivent être engagés dans le combat de la reconstruction sociale. Ils auront à identifier les foyers de défaillance en matière de santé publique et à élaborer un chemin critique pour rendre cohérentes les actions à mener. Il nous faut convaincre des spécialistes de la sécurité du territoire à la retraite pour qu'ils apportent leur contribution à la compréhension du phénomène d'insécurité sur le plan local pour aider à mettre en place une authentique ligne politique de sécurité dans le cadre d'une société progressiste.

Il s'agit ici d'une démarche politique forte qui ne se soucie pas des structures en place puisqu'elles sont impliquées dans l'échec du fonctionnement de la société. La volonté est de promouvoir un contexte propice à la réalisation des objectifs à court terme qui va conditionner la réussite des autres projets à moyen et long terme.

Forts de ces données statistiques contrôlées par cet office local, nous devons être en mesure de planifier la construction graduelle mais rapide de logements et faire pression au niveau national et supranational pour libérer les fonds indispensables à la réalisation de ce projet. Nous pouvons avoir une politique d'emplois liée à la politique de croissance qui lui est appropriée particulièrement dans les secteurs primaire et secondaire. Il importe d'opter pour une politique active de l'emploi autrement dit,

favoriser le caractère économique de ceux-ci. Cette option conduit à faire le choix du modèle économique à coût variable dominant. Donc, le but est d'agir sur les petites et moyennes entreprises et industries (PME-PMI) pour dynamiser l'offre d'emploi.

En ce qui concerne la santé, il va de soi que les intérêts des acteurs du secteur privé de santé ne sont pas les mêmes que ceux du secteur public. Il faut donc envisager une forte résistance au changement, une orientation vers un corporatisme radical. Il nous faut être en mesure de faire comprendre à ces acteurs qu'ils ont le droit de défendre leurs intérêts singuliers mais qu'ils ne peuvent méjuger la réalité de l'intérêt général. Notre santé collective en dépend.

Concernant la qualité du service public, la première observation porte sur le personnel des Collectivités territoriales. Nul ne peut penser un instant qu'il n'y a pas de compétences en leur sein. Ces compétences ont immergé au fur et à mesure que la médiocratie émergeait à cause d'un système électoraliste. De fait, la qualité du service public rendu s'est dégradée. Il s'en est suivi un discrédit de la fonction publique et par voie de conséquence un transfert de certains services vers le secteur privé. Donc, la mauvaise qualité du service public rendu pénalise d'abord le personnel et la structure publique. Il est donc indispensable de redéfinir les objectifs du personnel en y adjoignant les moyens de la réussite, puis de mettre en place une procédure interne en adéquation avec ces objectifs. Chacun doit être à sa place et tout le monde doit être concerné par l'efficacité et la qualité du service public. Un redéploiement du personnel et des formations complémentaires apparaissent indispensables, d'une part, parce que la société a changé de par sa fragmentation et que des besoins nouveaux sont apparus (sans domicile fixe par exemple), d'autre part, la société guyanaise a régressé, elle produit énormément de gaspillage tant au niveau des emplois qu'au niveau financier, il faudra donc plus de méthode et d'intelligence pour la redresser.

L'évaluation des politiques publiques durant cette mandature sera la clé de notre réussite. Il faudra corriger à temps pour ne pas perdre de temps et d'argent.

Le moyen terme

Le moyen terme ne commence pas après le court terme. Il commence dès le début de la mandature. L'accélération des objectifs se fait une fois que les priorités ci-dessus sont satisfaisantes. Ainsi donc, le moyen terme sera celui de la lutte qui s'accélère avec l'arrivée à côté des élus du peuple de nouveaux leaders formés politiquement, capable d'assurer la relève, jouissant de la confiance de la population. Il va principalement concerner, dans un premier temps, la formation ciblée des jeunes pour occuper les postes à responsabilité qui seront à pourvoir. Dans un deuxième temps, se sera la politique extérieure pour mieux garantir notre développement. Il s'ensuit la mise en place des mécanismes qui ont commencé timidement, durant le court terme, toute chose égale par ailleurs, pour donner sa pleine mesure. Nous aurons à prioriser la phase d'exportation, c'est-à-dire mettre en place les conditions pour la favoriser. En matière de pêche par exemple, il nous faudra trouver les moyens juridiques et techniques pour garantir notre approvisionnement afin de commercialiser les produits de la mer et ne plus laisser les pavillons étrangers piller nos ressources halieutiques. Il doit

en être de même pour toutes nos ressources naturelles. Nous devons être suffisamment forts pour mettre un terme au pillage. Durant cette période, il faudra accélérer la résolution du foncier par tous les moyens légaux. Simultanément, il faudra résoudre le problème de l'aménagement du territoire pour un développement équilibré. Cette période annonce les projets à long terme sous forme de planification. La société a logiquement mûri. Les élus en place ont démontré leurs compétences à la réalisation des objectifs, les cadres de la société sont disponibles, la communication avec la population a permis de fixer des orientations stratégiques nécessaires au dessein collectif, les valeurs sont bien ancrées dans la société, nous pouvons donc envisager le long terme.

Le long terme

Tout doit dépendre de l'ambition de la société. Elle est souveraine. Elle peut se contenter de son état si elle s'inscrit dans une configuration à minima. Elle peut aussi exiger beaucoup plus d'autonomie si elle a une haute opinion d'elle-même et si elle considère que les membres qui la constituent sont prêts pour ce changement qui associe une réelle responsabilité, un vrai sens de la démocratie, une réelle appréciation du niveau de libération instinctuelle qui lui est nécessaire. Bien entendu le long terme n'est tout de même pas Mathusalem. C'est davantage un horizon oscillant entre vingt cinq et trente cinq ans. Cette période ne peut se concevoir sans planification qui introduit de vrais débats de société dans la mesure où il s'agira d'orienter la société pour le bien du plus grand nombre. La profondeur des choix économique est essentielle car, seule une société en bonne santé économique peut garantir le succès de la politique culturelle, sociale et extérieure.

A notre avis, il nous faut rompre avec l'idée que les multinationales constituent la voie du développement comme le pense actuellement le patronat local. Cette idée est pour notre société un vrai mensonge capitalistique. A regarder l'existence des multinationales, on comprend très vite qu'elle nourrit la contrainte extérieure. D'une part, la multinationale n'est pas ancrée réellement sur le territoire. D'autre part, par rapport à la production intérieure, la part qui est réservée à la consommation locale est marginale et l'exportation qui est réalisée est profitable exclusivement à la multinationale et aux actionnaires qui n'ont aucun intérêt en Guyane. Par ailleurs, la part de consommation locale est alimentée par les importations.

Si nous prenons l'exemple de la multinationale canadienne d'extraction aurifère «Cambior I am Gold» qui est notre préoccupation en cette période 2006-2007, son activité contribue à accroître notre dépendance par rapport à l'extérieur puisqu'elle augmente réellement les importations alors qu'elle gonfle artificiellement les exportations. Elle ne génère pas la création d'usine à fabriquer de l'acier, d'usine à produire des machines-outils etc. par contre elle aspire notre sous-sol et appauvrit notre territoire. En aucun cas nous pouvons considérer cette activité comme industrielle et favorable au développement de la société guyanaise.

Cette perception de l'activité est intéressante car, elle nous permet d'apprécier les deux variables de l'activité économiques sur ce plan. Une analyse de la production dite locale

permet de prendre le poids de l'entreprise extérieure (étrangère) dans ce processus et, nous donne une première lecture de la contrainte extérieure que cela représente. Le potentiel en nuisance est énorme comme l'est un géant dictateur face à un lilliputien de surcroît pusillanime. Une deuxième lecture portée sur l'exportation et les retombées insignifiantes sur l'économie locale nous conduit à appréhender une nouvelle contrainte extérieure liée à l'absence de maîtrise de l'outil de production et de la relation importation / exportation. L'autorité, dans le sens «concerto» s'étant disqualifiée, n'a plus la force morale qui lui permet de manière efficace de sauvegarder l'environnement dans l'intérêt du plus grand nombre. Il s'ensuit une destruction d'une partie de notre espace de vie.

Réduire la contrainte extérieure pour notre territoire c'est faire en sorte que notre outil de production locale soit suffisamment efficace et performant pour se substituer aux produits importés.

EPILOGUE

Notre réflexion n'est pas achevée car, il y a encore beaucoup à dire. Mais, La vie est aussi faite d'actions et nous espérons que cet opuscule donne à chaque lecteur qui aura pris l'initiative de se l'approprier le goût de l'action. C'est en premier lieu, l'ambition de cette brochure. Les leaders d'opinion auront à utiliser leur aura pour convaincre et fédérer autour d'eux des équipes performantes. Le parti politique qui se sentira proche de ces idées aura à se structurer pour leur mise en application et pour répondre aux aspirations du peuple. Il aura un gros investissement de temps à faire pour aller vite au niveau de la conscience collective. Le charme du verbe sera à utiliser pour convaincre le plus grand nombre du plaisir que l'on éprouve à être digne, de l'honneur que l'on ressent à être courageux, de la joie que l'on a à être utile à la société et de la fierté que l'on tire à fédérer les forces pour un dessein collectif. Notre proposition de société doit nous permettre d'avancer en pleine plénitude. Plus nous serons nombreux à la partager et plus nous aurons la chance de façonner notre destin. Cette alternative que nous proposons est de nature à développer notre curiosité d'esprit et notre capacité à nous émerveiller. Elle est surtout essentielle pour la transformation intrinsèque de la société. Nous devons avoir collectivement l'ambition de tuer la routine dans laquelle nombre d'entre nous se sont installés et qui produit notre malheur.

Jean Marie TAUBIRA

TABLE DES MATIERES

Précepte	2
Conseil d'administration du CRAPAG.....	3
Introduction.....	4
Concept politique	8
Caractéristique de notre société aujourd'hui	9
Les objectifs à atteindre.....	12
La transformation sociétale	18
Les actions.....	19
Epilogue.....	23